

FORUM MONDIAL DE L'ÉCONOMIE RESPONSABLE

INTERVENTION DU PRESIDENT DU CES DE GUINEE
PRESIDENT EN EXERCICE DE L'UCESA
(Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique)

Monsieur Michel KAMANO

LILLE (FRANCE) 19-21 NOVEMBRE 2009



**LES CONSEQUENCES DE LA CRISE
FINANCIERE, ECONOMIQUE ET SOCIALE**



A l'éclatement de la crise que le monde traverse depuis l'année 2008, beaucoup pensaient qu'elle n'affecterait pas directement les pays pauvres, parce qu'ayant éclaté aux États Unis d'Amérique, elle était essentiellement d'origine d'une part immobilière, suite à l'élargissement du Crédit et à l'endettement des familles et d'autre part d'origine boursière, avec l'accumulation de capitaux fictifs supportée par des déficits fiscaux.

La réalité est qu'à ce jour la crise s'est tellement propagée qu'elle affecte négativement tous les pays de la planète dans les domaines économiques, financiers et sociaux et de nombreuses conséquences en découlent.



Dans le domaine économique, les conséquences principales sont :

1. **La baisse des investissements publics et privés**, affectant directement et négativement les populations des pays pauvres déjà vulnérables, qui voient leur production essentiellement agricole baisser considérablement et leur bien-être se détériorer avec le manque du minimum vital dont elles ont besoin , à savoir l'alimentation, l'accès à l'eau potable, à l'électricité, aux soins de santé primaires, à l'éducation et au logement.
2. **La baisse de l'offre mondiale de denrées et produits de large consommation** comme le riz et le pétrole, ayant eu pour conséquence majeure le renchérissement de leurs prix qui affectent positivement les pays qui en sont exportateurs mais très négativement ceux qui en sont de grands importateurs, comme mon pays, la République de Guinée
3. **L'aggravation des déficits budgétaires**, qui ne permet pas aux gouvernements des pays pauvres d'honorer leurs engagements nationaux et internationaux. Cette situation entraîne de ce fait des suspensions de programmes de coopération avec le FMI, la Banque Mondiale et l'Union Européenne notamment ; suspensions aux conséquences financières et sociales dramatiques sur les populations déjà éprouvées
4. **La récession économique généralisée** dont certains pays développés commencent à sortir comme les Etats Unis, même si ce n'est que timidement encore, depuis le troisième trimestre 2009 (Allemagne, Italie, France).



Au niveau financier, la raréfaction des flux financiers à plombé les budgets et les crédits tant à la consommation qu'à l'épargne et à l'investissement , ce qui a eu pour effet dans les pays pauvres :

1. **La baisse des transferts nets** en provenance des partenaires au développement et des ressortissants (immigrés).
2. **La baisse de la demande** et, conséquemment, **des cours mondiaux des matières premières** majoritairement d'origine minière, qui se trouvent être l'essentiel des exportations des pays pauvres comme la République de Guinée dont plus de 70% des devises étrangères provienne de l'exportation depuis plus de 40 ans, de la bauxite brute non transformée sur place.
3. **Cette baisse de revenus** et celle conséquente **des réserves en devises étrangères** dans les pays pauvres, entraînent beaucoup de ces pays dans des cycles inflationnistes aux conséquences sociales multiples.

Cette baisse de revenus et celle conséquente **des réserves en devises étrangères** dans les pays pauvres, entraînent beaucoup de ces pays dans des cycles inflationnistes aux conséquences sociales multiples

Dans le domaine social, les conséquences se traduisent par **l'augmentation du chômage** dans le monde, **de la pauvreté** dans les pays du sud et par **l'aggravation des inégalités entre riches et pauvres** entraînant de nombreuses revendications sociales se transformant pour la plupart en banditisme et criminalité, en troubles sociaux et soulèvements populaires quelquefois réprimés dans le sang par des forces de Défense et de Sécurité.

Mon pays, la Guinée, a vécu ces affres durant les grèves de juin 2006 et janvier/février 2007, sous le régime qui avait suscité d'énormes espoirs à son avènement en 1984 mais qui , à force de mal gouvernance et de corruption , n'a pas été capable de valoriser l'énorme potentiel de développement dont le pays est doté, à savoir les deux tiers des réserves mondiales de bauxite, de nombreux gisements de fer, de diamants, d'or, d'uranium, un énorme potentiel agricole et énergétique, etc.

Ce contraste entre l'importance du potentiel de développement et l'augmentation de la pauvreté des populations subissant toutes les conséquences financières, économiques et sociales de la crise mondiale, a développé un malaise généralisé dans mon pays où l'Etat n'existait presque plus à la mort , le 22 décembre 2008, du président de la république resté longtemps malade.



Les multiples conséquences suscitées qui découlent de la crise mondiale, **compromettent tout développement** dans les pays qui en sont les plus victimes et qui se localisent en majorité **en Afrique subsaharienne et en Asie méridionale**.

Le salut de ces pays ne viendra que de **l'amélioration de leur gouvernance** économique, politique et sociale, reposant sur **un dialogue structuré** entre les principales composantes de chaque Nation qui veillera à la mise en place locale de **réseaux efficaces de protection** des populations les plus vulnérables.

Le rôle que les Conseils Économiques et Sociaux entendent jouer face à cette situation est de s'impliquer, par des analyses et recommandations objectives, **à la promotion de la bonne gouvernance** économique, sociale et politique, avec la participation de la Société Civile.

La gouvernance économique, rigoureusement observée, permettra de mettre fin à la détérioration de la performance économique du continent en relevant quatre défis majeur à savoir :

- 1. la stabilisation macroéconomique durable**, reposant sur une politique fiscale et monétaire cohérente, visant à ramener l'inflation à un chiffre dans un chacun des pays africains, à travers une gestion budgétaire et monétaire orthodoxe, mettant fin à la fois à la chute des revenus nationaux, à l'accroissement publics et privés sur le continent, par rapport à l'Asie du Sud-Est notamment ;
- 2. l'exploitation rationnelle de nos riches ressources naturelles** dans les secteurs porteurs de croissance comme les mines l'agriculture et la pêche, en veillant bien entendu à la protection de l'environnement et à la meilleure répartition des revenus entre populations locales et partenaires au développement ;
- 3. la promotion d'un secteur privé performant** et respectueux de la déontologie du libéralisme économique, un secteur privé capable de transformer l'économie spéculative africaine actuelle en économie productive et compétitive ; et
- 4. la lutte effective et efficace contre la corruption**, notamment dans l'administration fiscale, les marchés et services publics dont la justice et l'éducation.



Quant à la gouvernance sociale, elle devra essentiellement porter sur :

- a) le meilleur **accès de tous aux services sociaux de base** que sont la santé, l'éducation, un logement décent avec eau et électricité, sans oublier le téléphone,
- b) **une justice indépendante et équitable** pour tous, sans oublier la sécurité et la lutte contre un récent fléau social : **la drogue**.
- c) **le respect rigoureux des droits de l'Homme en général**, des Droits de la propriété et des Droits aux liberté tant individuelles que collectives, en particulier.

S'agissant de la gouvernance politique, l'union des Conseils Économiques et Sociaux d'Afrique recommande que les dirigeants africains veillent particulièrement à :

- a) la **séparation** effectivement **des pouvoirs** exécutif, législatif et judiciaire ;
- b) l'organisation d'élections transparentes ; et
- c) la **participation de tous les citoyens** aux prises de décisions d'intérêt national les affectant directement, mettant ainsi fin à l'exclusion qui entraîne des frustrations, des revendications, des confrontations, voire des conflits souvent violents et meurtriers.



Nous estimons à l'UCESA que la mal gouvernance est au centre des problèmes de développement de l'Afrique. Son amélioration permettra à notre continent de créer les conditions nécessaires à l'accumulation du capital et à l'amélioration de la productivité des facteurs, en vue de promouvoir et soutenir durablement de développement du continent dont le potentiel existant n'attend que d'être valorisé.

C'est ce que du reste le CES de Guinée a proposé aux nouvelles autorités militaires, arrivées au pouvoir le 23 décembre 2008, quelques heures après la mort du Président Lansana CONTE.

Ces nouvelles autorités ce sont très tôt inscrites dans cette logique en se fixant pour premier objectif le **changement effectif** à travers **la lutte contre la mal gouvernance**.

D'où le soutien populaire dont elles bénéficient des populations qui les invitent à gérer de façon apaisée, la Transition en cours, pour ramener la république de Guinée à une vie constitutionnelle normale, avec une gouvernance nettement améliorée.

Des actes positifs ont déjà été posés en Guinée par Monsieur le Président du Conseil National pour la Démocratie et le Développement (CNDD), Président de la République, le Capitaine Moussa Dadis CAMARA en terme de gouvernance. Il s'agit notamment des actions relatives à la lutte contre les prédateurs de l'État, la corruption, l'ethnocentrisme et surtout contre le trafic de drogue, toutes choses ayant conforté la popularité du jeune capitaine Camara, jusqu'à ce jour fatidique du 28 septembre 2009.

La date historique du 28 septembre 1958, du vote massif du NON par la République de Guinée, au référendum proposé aux colonies française d'alors par le Général Président Charles De Gaulle, aura été le signe précurseur des indépendances politiques, deux ans plus tard en 1960, des autres pays francophones d'Afrique.

Cette date mémorable à malheureusement été souillée ce 28 septembre 2009, quand l'organisation d'une manifestation interdite par l'autorité publique s'est soldée par des dizaines de morts et des milliers de blessés suites aux balles réelles par l'armée, sur des populations civiles mobilisées par l'opposition politique, dans le stade omnisports de Conakry portant le même nom de 28 septembre.



Les enquêtes en cours par une commission nationale et une commission internationale, toutes indépendantes, nous édifieront sur les commanditaires et les exécutants de cette tragédie guinéenne que d'autres pays ont aussi récemment connues en Afrique et ailleurs dans le monde.

Les affrontements sanglants et meurtriers sont la résultante de nombreuses revendications de la Société Civile émergente de par le monde, qu'elle soit manipulée ou non, une société civile qui dans tous les cas, accepte de moins en moins à subir seule les conséquences des politiques et action publiques opaques, dans un monde de plus en plus complexe comme le nôtre.

Telle est mon point de vue de l'expérience que vivent mon pays en particulier et l'Afrique en général, de la crise mondiale financière, économique et sociale qui ne sera jugulée que par des efforts communs et soutenus tant au Nord qu'au Sud et entre le Nord et le Sud, en vue d'une meilleure réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dont beaucoup semblent déjà compromis pour l'échéance 2015, si nous n'y prenions garde.

A ce titre, je souhaite vivement que les **bonnes pratiques** en matière de responsabilité sociale et environnementale de l'investissement, passées en revue par ce forum de Lille, puissent être contagieuses à tous les niveaux dans le monde.

Pour ce faire, l'UCESA encourage les spécialistes statisticiens, les macro-économistes, les spécialistes en économétrie et en modélisation, en sociologie et en protection de l'environnement à poursuivre leurs efforts de recherche et d'intégration de toutes variables sociales et environnementales, dans de **nouveaux modèles de développement** économique et social à partir desquels seront mieux prises en comptes des préoccupations des uns et des autres : des riches et des pauvres, des plus forts et des plus faibles, des grands et des petits, de notre planète commune.

Je vous remercie.

Michel KAMANO